



L'édito

MICHEL DARBELLAY
directeur AgrijuraUne menace
très claire

En plébiscitant deux résolutions à quelques mois d'inter-
valle, le Parlement jurassien a clairement manifesté son
rejet d'une libéralisation sur le dos de l'agriculture. Heu-
reusement, la prise de conscience n'est pas que juras-
sienne ni qu'agricole. Le consommateur a tout à craindre
d'un accord qui favoriserait des importations issues de
modes de production non admis en Suisse et qui, par la
pression sur les prix indigènes, inciterait à des dérives.

Il est vrai qu'aujourd'hui déjà, on peut retrouver de tels
aliments dans nos assiettes sans s'en apercevoir. C'est
par exemple le cas de certaines barquettes de viande
séchée premier prix où la provenance, brésilienne en
l'occurrence, est indiquée en petits caractères tout
comme le fait qu'elle «peut avoir été produite avec des
stimulateurs de performance non hormonaux tels que les
antibiotiques». Ne parlons pas de l'affouragement OGM,
non admis en Suisse.

Il y a certainement aussi de bons exemples de production
dans le Mercosur, comme le conseiller fédéral Schneider-
Ammann est allé s'en enquêter. Mais l'inexorable nivel-
lement par le bas menace tant les standards, les prix que
la qualité, à l'heure où l'agriculture suisse doit encore
gagner en durabilité.

Pour l'industrie agro-alimentaire et la grande distribution,
les importations facilitées par un accord de libre-échange
permettent assurément d'accroître les marges déjà ju-
steuses et de faire toujours plus pression sur les prix aux
producteurs indigènes. Le consommateur, lui, n'y voit
que du feu dans la restauration ou dans les produits
transformés où la déclaration des produits est totalement
insuffisante pour ne pas dire évasive.

Alors que les accords de libre-échange n'étaient jusqu'ici
que business, la composante «durabilité» est désormais
impérative, comme l'a d'ailleurs souhaité le peuple
suisse il y a moins d'une année. S'il semble difficile voire
illusoire de faire changer, à l'étranger, les pratiques non
admissibles en Suisse, le comble serait de les favoriser via
un accord de libre-échange.

En tout état de cause, les intérêts de l'agriculture suisse
doivent être pris en compte et pas simplement écartés
au nom du profit maximum. Si l'ouverture des marchés
nécessite des concessions sur l'agriculture, la recette ne
passe pas par des mesures transitoires comme soins
palliatifs mais pourrait, pourquoi pas, passer par des
mesures compensatoires financées par l'essor écono-
mique, en plus, et uniquement en plus, des aides di-
rectes actuelles. À défaut, l'agriculture sera la grande
perdante de la croissance économique sur de nouveaux
marchés. Pour le consommateur, l'amélioration de la
déclaration de la provenance et des modes de production
est essentielle. Une évidence même pour lui permettre
de faire ses choix en toute conscience.

Agriculture

Suisse-Mercosur: un accord, désaccord



■ Alors que les attentes en matière de bien-être animal et de préservation des ressources sont toujours plus
grandes, difficile pour les exploitations familiales suisses de résister à la pression de l'agriculture indus-
trielle du Mercosur.
Photos: Bétail (Agroimage 2017) Rebeuveiler Nadège Holzer

Les discussions autour d'un accord
de libre-échange entre la Suisse et
les pays du Mercosur sont vives. Au
début du mois de mai, une délégation s'est
rendue dans les pays du Marché Commun
du Sud – Argentine, Brésil, Paraguay, Uru-
guay pour prendre la température. Si la
météo semble avoir soufflé le chaud et le
froid, l'ambiance, elle, était au beau fixe.
Dans les milieux agricoles suisses, ce traité
d'abord été accueilli froidement avant
que le climat général ne se réchauffe un
peu. Bref, le baromètre est agité et il est
difficile de savoir s'il faut se préparer à une
tempête ou non.

Le contenu du traité

Il est impossible pour le moment de
connaître les détails de l'accord, mais la
substance est dans le titre. En échange
d'une réduction des barrières tarifaires
pour les produits suisses importés dans
ces pays (surtout des machines et produits
pharmaceutiques), notre marché s'ouvri-
rait plus facilement à leurs produits agri-
coles.

Selon une réponse du Conseil fédéral
à la question d'un conseiller aux états
(12.2017), «les pays du Mercosur sont très
intéressés à exporter des produits agricoles
dans les pays de l'AELE. En particulier, des
produits carnés, des fruits et légumes, des
oléagineux, céréales destinées à l'alimen-
tation du bétail, ainsi que du sucre. En
échange, l'industrie de biens et services

suisse aurait un accès facilité à leur
marché et l'agriculture pourrait y trouver des
opportunités d'exportation dans les pro-
duits laitiers.» La réponse insiste encore
sur l'urgence de conclure un tel accord,
avant les Européens.

Pour répondre aux craintes des milieux
agricoles, certains acteurs parlent de
contingenter les importations de viande
de ces pays. Pour répondre aux craintes
des consommateurs, d'autres assurent une
traçabilité inégalable des produits.

Traçabilité

Cependant, cet avis ne semble être ni celui
de la presse européenne, ni des services
vétérinaires de nombreux pays. L'an der-
nier, une sombre affaire de distribution de
viande avariée faisait scandale, la produc-
tion chevaline argentine a été largement
commentée suite à l'affaire des lasagnes
et les autres productions ont récemment
été le sujet d'un livre au titre évocateur:
Mal Comidos «La Malbouffe», qui évoquait,
entre autres, l'utilisation de farine animale
dans les aliments pour bovins dans ce pays.
L'importation de viande brésilienne et
paraguayenne en 2015 a été strictement
limitée en Chine, Indonésie, au Mexique
et dans de nombreux pays européens après
que des «anomalies» ont été décelées. Idem
pour la Russie qui a découvert en 2017 des
résidus du bêta-agoniste *Ractopamine*. La
confiance avec les importateurs en a pris
un coup dans son aile... de poulet.

Le libre choix du consommateur

Pourquoi ne pas laisser le marché s'autogé-
rer? Si les consommateurs ne veulent pas
de produits alimentaires du Mercosur, ils
n'ont qu'à ne pas en acheter. Ce n'est pas
si simple. Premièrement parce que la tra-
çabilité n'est pas aussi évidente qu'on le
voudrait. Deuxièmement parce que l'éti-
quetage des produits alimentaires laisse
encore trop souvent à désirer et que par
conséquent, le libre choix du consomma-
teur n'est qu'un leurre. Troisièmement,
parce qu'il est du devoir de la Confédé-
ration de protéger les citoyens contre des
pratiques interdites en Suisse pour des rai-
sons évidentes et qui pourraient se retrou-
ver sur nos étalages, sous la forme de pop-
corn ou de cervelas. Et enfin parce que les
lois du marché ne sont pas inscrites dans la
Constitution, alors que le développement
durable et la protection des consomma-
teurs le sont.

Une agriculture (presque) sans limite

La législation sur la détention d'animaux,
elle, est sans équivoque ni limite, selon la
Protection suisse des animaux qui a publié
un document à ce sujet cette année. Les
quelques exemples suivants sont édifiants:
alors que l'effectif de poules pondeuses est
limité à 18 000 poules par exploitation, en
Suisse, pas de limite dans les pays du Mer-
cosur. L'effectif maximal de truies séjournant
sur la même exploitation est limité à 250
têtes ici, il est sans limite là-bas. Le Soja
OGM est interdit dans l'alimentation
animale en Suisse alors que 99% du soja
fourrager dans le Marché économique du
Sud est OGM. Même si comparaison n'est
pas raison, cette liste non-exhaustive ne
laisse pas beaucoup de place au doute.

Lors de la votation sur la sécurité alimen-
taire de septembre dernier, la population
s'est prononcée en faveur de «relations
commerciales transfrontalières qui contri-
buent au développement durable (...).
Ce genre d'accord n'est-il pas dès lors anti-
constitutionnel s'il ne se borne qu'au seul
bénéfice économique?

Ignace Berret, Agrijura

Sources disponibles sur www.agrijura.ch

Éclairage

Une fuite en avant qui ne peut que faire réfléchir

La mondialisation qui faisait rêver à la fin du XX^e
siècle, celle qui unissait les peuples et faisait décou-
vrir les cultures et traditions du monde, s'est bien vite
limitée aux seuls intérêts économiques. Sous prétexte
d'avantages comparatifs, on ferme les yeux sur les
milliers de kilomètres de transport nécessaires et sur
l'exploitation sociale et écologique que subissent les
populations du sud.

Pour gagner en compétitivité et augmenter la produc-
tion, des centaines de milliers d'hectares de forêts
amazoniennes sont rasés pour faire place à des pâtu-
rages «extensifs» et des monocultures de blé, soja,
maïs ou canne à sucre. Alors que nous nous battons
pour que nos terres agricoles ne se transforment
en forêt parce que les produits de ces terres ne rap-
portent pas assez, les pays du Mercosur déforestent
à tour de bras pour réaliser des économies d'échelle
complètement irresponsables. Ainsi, les lignes statis-
tiques des têtes de bétail et d'hectares de déforesta-
tion se superposent parfaitement. Les nouvelles calo-
ries produites sont de fait extrêmement gourmandes
en énergie et nourrissent avant tout les marchés
d'exportation. Le prix des transports n'est plus une

limite et on n'hésite pas à faire voyager carcasses
et protéines végétales sur des milliers de kilomètres
afin de profiter d'avantages comparatifs bâtis sur une
rationalisation qui ne tient compte ni des conditions
sociales, ni de l'écologie.

L'augmentation des contingents d'importation pour
la viande brésilienne passera par exemple presque
inaperçue car utilisée en majorité dans la transforma-
tion. Dans les salades de poulet et émincés d'entrée
de gamme ou chicken nuggets, voire cachée dans les
produits fortement transformés comme les sauces
bolognaïses ou les sandwiches bon marché. En pleine
saison des grillades, pensez-y en choisissant vos
brochettes... Cet acte d'achat détermine, à terme, le
nivellement (ou non) du prix et de la qualité des pro-
duits par le bas, ainsi que les dérives potentielles qui
y sont liées.

En plus d'affaiblir sensiblement l'agriculture suisse,
cet accord contribue à la destruction de l'agriculture
de ces pays dont l'intensification et la spécialisation
menacent les petits paysans encore plus fortement
que chez nous. C'est certes lucratif... Mais est-ce bien
éthique? B

Production	Suisse	MERCOSUR
Volaille		
Effectif maximal pondeuses	18 000 poules/exploitation	Pas de limite
Effectif maximal engraissement	18 000 poules/exploitation	Pas de limite
Densité	13.3 poulets/m ²	Pas de limite
Alimentation	OGM interdits	OGM autorisés
Coûts de production	3.85 CHF/kg (SST)	1.54 CHF/kg
Batterie	Interdite	Autorisée
Bovins		
Transport	Maximum 8 h	Pas de limite (sauf Argentine 12 h)
Porcs		
Effectif maximal truies	250/exploitation	Pas de limite
Effectif maximal porcs	1500/exploitation	Pas de limite
Soja	Sans OGM	Quasi-totalité OGM

Sources: PSA et OSAV

	Suisse	Ø Mercosur
Superficie	41 285 km ²	11 879 134 km ²
Terres agricoles	25.4%	56.45%
	10 490 km ²	6 705 770 km ²
Habitants (total)	8,4 millions	261 millions
Emplois dans l'agriculture (% des emplois)	4	10
Rendement des céréales	5133 kg/ha	4661 kg/ha
Consommation de viande par personne/an	Ø 51 kg	Ø 37 kg
Consommation de fromage par personne/an	Ø 21 kg	Ø 11 kg

Sources: Banque Mondiale et FAO

Avec le soutien de

**Paysans
suisses**
D'ici, avec passion.

Suisse. Naturellement.

agrisano